

NPA Arguments contre la folie nucléaire

vendredi 17 avril 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mars 2009).

Le gouvernement a annoncé le lancement d'un deuxième réacteur nucléaire EPR (à eau pressurisée). Un investissement dans une technologie dangereuse, qui ne correspond pas aux besoins d'énergie du futur.

L'histoire du nucléaire, commencée par le largage de deux bombes sur la population japonaise, est jalonnée d'incidents, d'accidents et de catastrophes. La situation actuelle est celle d'une inflation de l'offre et de la demande mondiale pour le nucléaire civil, expression trompeuse car il a toujours été lié au nucléaire militaire.

La France, l'un des principaux promoteurs de cette production énergétique dans le monde, a mené une politique nucléaire dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela nous a conduits à la surproduction actuelle et, corrélativement, à une faiblesse structurelle des énergies alternatives « douces ». Ce secteur est depuis toujours le domaine réservé du chef de l'Etat. Les acteurs de cette politique sont principalement l'Etat français, Areva et ses partenaires. Les investissements sont colossaux et s'étalent sur plusieurs décennies. Or, Areva ne dispose plus de liquidités et son cours boursier baisse. Le nucléaire français a donc besoin d'argent frais et sa seule solution est d'augmenter la consommation électrique afin de placer de nouveaux réacteurs. On veut enfermer le débat sur l'énergie dans des termes techniques, alors qu'il s'agit avant tout d'une question démocratique et politique : quels choix industriels pour répondre à quels besoins, en donnant la priorité à la sobriété et aux économies d'énergie ?

Du projet « Manhattan » à l'EPR

La mise en évidence de la fission nucléaire, au début de l'année 1939, et la certitude, trois ans plus tard, qu'une bombe était possible ont conduit le président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, à rassembler les initiatives éparses en un seul projet, baptisé « Manhattan ». Gadget, la première bombe expérimentale, explosa le 16 juillet 1945. Le 6 août, « Little Boy » était lâché sur Hiroshima et, le 9 août, « Fat Man » sur Nagasaki. 150 000 personnes ont été immédiatement carbonisées et des centaines de milliers d'autres grièvement et durablement blessées. L'ère du nucléaire s'ouvrait en ce milieu de xxe siècle...

Dès le début, des bombes nucléaires ont été « perdues », des sous-marins à propulsion nucléaire ont coulé (environ une dizaine de naufrages connus) ou, comme récemment, se percutent. En 1979, à Three-Miles-Island (Pennsylvanie), un accident d'alimentation en eau amena rapidement à un cafouillage de très grande ampleur et la catastrophe fut évitée de justesse. Six ans plus tard, une caméra introduite dans la cuve montra qu'une grande partie du cœur de la centrale avait fondu. En 1986, la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) entraîna la fusion du cœur d'un réacteur et l'irradiation de centaines de milliers de personnes avec des conséquences dramatiques. Beaucoup ont développé toutes sortes de cancers rares et les survivants ne sont pas encore à ce jour décemment indemnisés. Plus près de nous, le site du Tricastin (Drôme) multiplie les incidents mettant en relief les manques de transparence et d'information.

Danger maximal

Les dangers du nucléaire ne viennent pas seulement des aléas du transport ou du fonctionnement des réacteurs, mais aussi des irradiations et des contaminations par l'air, l'eau ou les aliments. Les effets sont plus ou moins néfastes selon les doses de radiation reçues, le type de rayonnement et le temps d'exposition. La particularité du nucléaire est de générer quantité de déchets radioactifs dont on ne sait que faire. Les blouses, masques, gants et chaussons sont des déchets, tout comme les filtres, les outils et le petit matériel. L'ensemble des déchets faiblement radioactifs représente, chaque année, 200 000 tonnes, soit un cube d'environ 60 mètres de côté.

Les déchets hautement radioactifs, extrêmement dangereux, représentent un cube de 20 mètres de côté. Il faudra y ajouter les gravats, ferrailles et autres tuyauteries provenant du démantèlement des centrales, sans oublier les quelque 50 millions de tonnes de résidus issues du traitement des minerais d'uranium, du temps où la France exploitait ses propres mines. Le problème du stockage de tous ces déchets n'est absolument pas résolu.

Les alternatives existent

La France dépend fortement du pétrole et du nucléaire, deux formes d'énergie non pérennes. Aujourd'hui, il ne faut pas investir dans le nucléaire, mais, au contraire, préparer activement son remplacement. Cela nécessite d'investir massivement dans la recherche et la production d'énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse, cycle de l'eau, marées, géothermie, etc.).

La part de marché mondiale du nucléaire dans la production électrique va passer de 15 % en 2006 à 13 % en 2015 et 10 % en 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Pourtant, la demande d'électricité ne va pas ralentir. Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle va augmenter de 1,1% par an en moyenne entre 2006 et 2030, et autour de 4% pour les pays non membres.

A la suite du protocole de Kyoto de 1997, l'Europe a décidé, en 2003, sur une idée d'Al Gore, de limiter la production de dioxyde de carbone (CO_2) par un système très libéral d'échange de droits à produire du CO_2 mis en application dès 2005. Depuis, les Bourses « vertes » fleurissent partout et on s'appuie encore sur l'économie de marché pour organiser cette diminution.

Les industriels du nucléaire ont le culot de déclarer leur énergie propre car elle dégage peu de gaz à effet de serre. Mais cet avantage est loin de compenser les terribles dangers que cette énergie présente.

La fusion, leurre énergétique

La France accueille l'International Thermonuclear Experimental Reactor, l'Iter, un projet expérimental et international ayant pour but d'utiliser la fusion nucléaire comme énergie propre et durable. Il se situe à Cadarache (Bouches-du-Rhône), sur la plus active des failles sismiques. Ce projet est très coûteux et son succès est loin d'être assuré. Il s'agit de maîtriser un petit soleil à la surface de notre planète. Cela nécessite des matériaux de confinement (qui n'existent pas) pour un plasma à très haute température et un combustible, le tritium. Le tritium n'existe qu'à l'état de traces, et il faut le produire à des coûts exorbitants. Il est hautement pénétrant et augmente les risques d'accident grave du travail et aussi de prolifération nucléaire, car il est très recherché par les militaires pour doper les bombes H.

Cependant le problème insurmontable est posé par les neutrons rapides qui irradieront les matériaux de l'enceinte de confinement qu'il faudra changer régulièrement. Il est donc faux de

soutenir que la fusion ne générera pas de déchets radioactifs.

Outre les crédits captés par Iter qui pourraient servir au développement des énergies propres, si jamais le projet était mené à terme, ce serait trop tard pour répondre à la crise énergétique et climatique.

La santé des travailleurs méprisée

On constate plutôt un bon accueil des populations et des élus pour toute nouvelle implantation nucléaire. L'EPR de Flamanville en est un exemple. Tout récemment, 3 000 communes se sont portées volontaires pour accueillir des déchets radioactifs (une commune sur douze). Mais 70 % des Français se déclarent mal informés sur le nucléaire.

A la mi-janvier, à l'appel de la CGT, la grève des personnels de conduite des centrales nucléaires d'EDF a provoqué une baisse de 10 % de la production électrique française. Il s'agissait de réclamer la reprise du dialogue social. Souvent, de filiale en filiale et de sous-traitance en sous-traitance, les travaux les plus exposés à la radioactivité, comme le maniement du MOX (combustible constitué d'uranium et de plutonium), sont réalisés par du personnel intérimaire ne travaillant que quelque temps dans le nucléaire, qui n'est pas réembauché et disparaît dans la nature. Certains ont des cancers qui ne sont donc pas attribués à l'industrie nucléaire, pourtant en cause.

Pour un vrai Service public

Historiquement, EDF et GDF sont issus du Conseil national de la Résistance. Les changements de statut, la privatisation et la séparation de ces deux grands groupes puis la fusion de GDF avec Suez sont des absurdités libérales. Le gouvernement s'abrite aujourd'hui derrière des directives européennes pour refuser d'acter son échec : la concurrence n'a pas amené les baisses de prix annoncées. Les services rendus ont été dégradés et les solidarités liées au service public détruites. Il y a urgence à réinventer un service public de l'énergie radicalement transformé, qui permette de sortir du nucléaire, en s'appuyant sur des unités de productions localisées, et facilitant un contrôle par les salariés et les usagers.

Les propositions du NPA

Stopper toute nouvelle construction de réacteur nucléaire, fermer la centrale de Fessenheim, promulguer une loi interdisant l'enfouissement des déchets nucléaires et supprimer le traité européen Euratom.

Renationaliser les grands acteurs du secteur public de l'énergie et réclamer un audit général sur le nucléaire. Le contrôle public sur ces grands groupes doit permettre d'investir en priorité dans les énergies propres, les économies et la sobriété énergétique. Il y a urgence, car on voit déjà fleurir des annonces de minicentrales nucléaires transportables, de quelques mètres cubes, en provenance des Etats Unis, du Japon et aussi de la Russie (une centrale flottante).

** Paru dans « Tout est à nous » n° 0 du 5 mars 2009.*

Communiqués du NPA

Un transport nucléaire à danger maximum

Un transport maritime doit convoier, cette semaine, du combustible nucléaire MOX, mélange de plutonium et d'uranium, de Cherbourg vers le Japon. Ce n'est pas la première fois qu'une telle expédition, à très haut danger, est organisée.

Un semblable voyage avait, déjà, eu lieu en 2001, mais, les quantités transportées, d'abord par la route pour rallier La Hague puis Cherbourg, puis par bateaux étaient sans commune mesure avec celles qu'Areva réexpédie aujourd'hui au Japon.

C'est l'équivalent de 225 bombes nucléaires, issu de 1,8 tonne de plutonium, qui va traverser les mers, à la merci de n'importe quel incident, acte malveillant ou de tout autre agissement débouchant sur un accroissement de la prolifération nucléaire. Malgré les dénégations du lobby nucléaire, mettant en doute la possibilité de recycler ce plutonium pour fabriquer des bombes, cette éventualité n'est absolument pas écartée par « l'Agence internationale de l'énergie atomique » qui estime que le « MOX peut être directement utilisé pour fabriquer des bombes nucléaires ».

Le NPA dénonce les apprentis sorciers du lobby nucléaire qui font courir un risque maximum, aux populations et à la planète en transportant des déchets nucléaires qui sont autant de matière fissibles. Ce genre de voyage, sans doute rentable d'un point de vue comptable, pour ses promoteurs, doit cesser.

Le 3 mars 2009.

Non à l'EPR de Penly !

Un, deux, à trois on saute ? Nicolas Sarkozy ne semble pas connaître cette blague enfantine. Il vient en effet de décider le lancement d'un deuxième réacteur EPR, envisageant l'annonce d'un troisième dans les mois à venir.

Alors que premier chantier de l'EPR en Finlande a accumulé déboires et retards dont la note s'avère chaque jour de plus en plus astronomique ; alors le premier EPR français n'est pas encore debout, c'est une nouvelle fois la fuite en avant qui prévaut.

Il est vrai que la mauvaise santé économique de l'industrie nucléaire, due notamment à la crise économique, nécessitait un tel coup de pouce à un fleuron de notre industrie. De plus, la récente vague de froid qui a mis en lumière l'incapacité du nucléaire à répondre à des situations exceptionnelles (ce qui est aussi le cas lors de grandes sécheresses) et l'obligation faite à la France d'importer de l'électricité produite avec du charbon risqueraient de déciller les yeux de certains.

Il est loin le Grenelle de l'environnement où le gouvernement avait essayé de faire croire que « *pas de nouveau site nucléaire* » signifiait « *pas de nouveau réacteur* ». C'est Penly (76) qui se retrouve l'heureux bénéficiaire de l'encombrant fardeau.

Il est plus que temps de briser le consensus politique qui fait du nucléaire une source d'énergie indispensable. Ni sur le plan des besoins énergétiques ni sur le plan de l'emploi la poursuite du

programme nucléaire français n'apporte des solutions à hauteur du potentiel des économies d'énergies et du développement d'énergies renouvelables.